



LE BLOC EST QUÉBÉCOIS
AVEC SA CULTURE, SES ARTS,
SA LANGUE ET LEURS SUPPORTS

#BlocQc
@blocquebécois



On aura beaucoup dit, à juste titre, mais au point de ne plus l'entendre, qu'une nation est portée par son imaginaire, ses arts, sa langue et sa culture. On y ajoute maintenant et désormais que les véhicules de cette fondation d'une nation sont technologiques : Internet, G5, instruments pédagogiques, dématérialisation des supports artistiques...

Le Québec n'y échappe pas et ne le veut pas : notre économie est florissante dans les secteurs de l'innovation que sont le jeu vidéo et l'intelligence artificielle. En revanche, notre chanson, notre littérature et notre cinéma sont confrontés à une concurrence féroce, déloyale, préjudiciable à la diversité par les multinationales d'Internet que le gouvernement canadien ne veut pas contrer et que l'État québécois n'a pas les moyens de contrer.

La crise planétaire de la COVID-19 a imposé une toute nouvelle perspective aux enjeux de la diversité culturelle, pas tant sous la forme d'une culture postnationale sans saveur, mais bien en assujettissant, au Canada, la culture de la nation québécoise aux prétentions d'impérative urgence canadienne rapidement devenue politique, partisane, et multiculturaliste.

Il ne s'agit pas tant ici d'ouvrir le vaste, mais nécessaire débat sur la volonté d'une certaine vision canadienne de noyer dans ses propres valeurs celles de la nation québécoise. Il s'agit d'y opposer les impératifs légitimes d'une industrie, de créateurs, d'artisans, des francophones hors Québec, de citoyens de second ordre, parce que régionaux... Il s'agit de dire et redire que tant que nous paierons des taxes et des impôts dans une fédération qui nous limite, nous aurons le devoir et le besoin d'exiger que nos propres ressources ne servent pas, sous prétexte d'une urgence qui rendrait notre culture frivole, à faire reculer notre langue, nos arts, nos valeurs et les moyens de les supporter et de les faire voir, entendre et danser partout au monde.

Pour ce faire, voici les propositions du Bloc Québécois en matière d'arts, de culture, de communications et de langue dans un contexte de pandémie dont il faut émerger, forts et fiers, comme nation.

Langue

Au cours de la pandémie, le gouvernement a considéré que la langue française pouvait être superflue dans ses communications. Des négligences sous prétexte d'urgence comme l'étiquetage ont démontré qu'aux yeux d'Ottawa, le français est une frivolité. Les francophones, du Québec comme d'ailleurs, s'en sont plaints. Il est hors de question que le français soit négligé, comme on l'a vu souvent, sous prétexte qu'il y a urgence.

- Le Bloc Québécois propose que toute communication gouvernementale avec les ministères, en temps de crise ou en temps normal, se fasse autant en français qu'en anglais ;
- Le Bloc Québécois exige qu'aucun compromis ne soit fait en termes de communications ou d'étiquetage sous prétexte de pandémie ;
- Le Bloc Québécois demande que les sommes que le Québec verse en taxes et impôts au fédéral ne soient pas détournées vers un déni de l'importance du français dans la culture canadienne et encore davantage québécoise, et qu'un soutien de sortie de crise soit accordé aux institutions se consacrant à la promotion et la préservation du français à travers le Canada.

Internet

Durant cette période, nous avons également constaté que l'accès à Internet haute vitesse est devenu un service essentiel. Selon l'accès en région, les gens étaient parfois inaptes à faire du télétravail ou devaient payer des coûts prohibitifs pour être en mesure de le faire. De même, l'inscription aux différents programmes ou le recrutement comme l'offre de main-d'œuvre dans des régions mal desservies étaient grandement affaiblis, retardant la reprise de l'activité économique.

- Le Bloc Québécois propose que le gouvernement fédéral reconnaisse qu'Internet est un service essentiel et qu'il transfère les sommes nécessaires au gouvernement du Québec pour qu'il puisse déployer le programme Régions branchées pour accélérer le déploiement de la haute vitesse en région, tel que proposé, avant 2022;

Milieu culturel

Une large part du monde des arts, en particulier la musique, a besoin des revenus plus importants générés lors des grands événements estivaux pour survivre jusqu'à l'été suivant. À défaut d'une saison 2020 normale, ce sont les revenus d'une année complète qui ne sont pas au rendez-vous pour de nombreux artistes et artisans.

- Le Bloc Québécois propose que les travailleurs des secteurs des arts, de la culture et du tourisme culturel qui n'ont pas accès à leurs activités habituelles puissent avoir accès à la PCU de façon prolongée, ou un programme équivalent en termes de revenus et de durée;
- Considérant que les salles de spectacles ne pourront être remplies qu'à moitié en raison des règles de distanciation sociale, il faut des mesures pour combler les sièges vides et encourager la production de spectacles. Le Bloc Québécois suggère que le gouvernement fédéral soutienne un programme québécois de compensation à la billetterie, soit que pour chaque billet vendu, un second soit subventionné. En préservant une part accrue des revenus des diffuseurs, celui des artistes et artisans pourra être soutenu;
- De même, le Bloc Québécois suggère de nouveau que soit créé, en complément des programmes de soutien au pouvoir d'achat et de préservation du lien d'emploi (PCU et subvention salariale), un programme de crédits d'impôt remboursables aux frais fixes qui serait accessibles aux entreprises et événements dans le milieu des arts et de la culture afin de compenser la perte de revenus et la nécessité de maintenir des installations en place à travers la crise.

GAFA

Les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft, Spotify, Netflix et plusieurs autres) sont les grands gagnants de la pandémie puisque les gens confinés à la maison se sont tournés vers leurs services, avides de distraction et d'information. Les GAFA profitent du travail des créateurs québécois et des journalistes, mais ne paient aucun impôt au Canada.

- Le Bloc Québécois réitère sa proposition voulant que le Canada s'inspire de la France et implante une redevance à hauteur de 3 % aux multinationales d'Internet de leur activité sur le territoire canadien et que ces redevances soient utilisées pour produire du contenu canadien et québécois par le biais d'une institution gérée par les industries touchées : arts, culture et médias.